

Brochure n° 3014

Convention collective nationale

IDCC : 2336. – **ORGANISMES GESTIONNAIRES
DE FOYERS ET SERVICES
POUR JEUNES TRAVAILLEURS**

AVENANT N° 13 DU 28 NOVEMBRE 2006

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET0750145M

IDCC : 2336

Article 1^{er}

Bénéficiaires du régime de prévoyance « Frais de santé »

Le présent avenant ajoute un nouvel alinéa à l'article 18.1 intitulé Bénéficiaires du chapitre XVIII intitulé Prévoyance « frais de santé » :

« Pour être admis à l'assurance, le salarié doit :

- appartenir au groupe assuré ;
- être affilié à la sécurité sociale ;
- être sous contrat de travail (toutefois, n'est pas admis à l'assurance le salarié dont le contrat de travail est suspendu pour congés spéciaux d'une durée supérieure à un mois, notamment pour congé parental d'éducation, congé pour création d'entreprise, congé sabbatique, ou tout autre congé sans solde). »

Article 2

Maintien de l'assurance en cas de congés spéciaux

Le présent avenant ajoute un nouvel article 18.11 intitulé Maintien de l'assurance en cas de congés spéciaux du chapitre XVIII intitulé Prévoyance « frais de santé » :

« Lorsque son contrat de travail est suspendu pour congés spéciaux d'une durée supérieure à 1 mois (notamment pour congé parental d'éducation, congé pour création d'entreprise, congé sabbatique, ou tout autre congé sans

solde), le salarié peut demander auprès de l'organisme assureur à continuer de bénéficier du régime prévoyance frais de santé pendant la durée de ce congé.

L'employeur doit informer le salarié par écrit de la possibilité de maintenir l'assurance lors de son départ en congé.

La cotisation est celle prévue pour le personnel en activité.

Celle-ci est à la charge exclusive du salarié, sous réserve des dispositions suivantes :

- lorsque le salarié débute son congé en cours de mois, la cotisation du mois commencé est due dans les mêmes conditions que celle du personnel en activité ;
- lorsque le salarié termine son congé en cours de mois, la cotisation du mois commencé est due dans les mêmes conditions que celle du personnel en activité.

Le maintien de l'assurance prévu à cet article prend fin à la date de fin d'effet du congé ou de la rupture du contrat de travail du salarié. »

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant prendra effet au 1^{er} janvier 2007.

Article 4

Révision. – Dénonciation

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Le présent avenant pourra être dénoncé conformément aux dispositions légales en respectant un préavis de 3 mois ; la dénonciation devra être accompagnée d'un projet par la partie ayant dénoncé cet avenant.

Article 5

Accord d'entreprise

Aucun accord d'entreprise ne peut modifier le présent accord par des dispositions qui seraient moins favorables pour les salariés.

Article 6

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 28 novembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national employeur des foyers, résidences sociales et services pour jeunes.

Syndicats de salariés :

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération de santé et services sociaux CFDT ;

Fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC ;

Union nationale des syndicats des salariés des foyers et services pour jeunes travailleurs (UNS-FJT) CGT.